

DOMINATION par la race

PEUT-ON ENCORE UTILISER LE MOT « RACE » ?

Franchement, quel mot violent... Construit si longtemps comme une évidence biologique sous la caution d'une science instrumentalisée, le concept de « race » est aujourd'hui délégitimé. Il gêne. Il étouffe. Il enferme.

Déjà les travaux d'Anténor Firmin publiés en 1885 en indiquaient le caractère artificiel, intéressé, idéologique. Déjà avec le combat si fameux par ici contre la ségrégation de Frantz Fanon, des Black Panthers, de James Baldwin ou de Martin Luther King, de Audre Lorde, Angela Davis ou bell hooks, on pouvait choisir de ne plus ignorer. Déjà dans le monde académique francophone, avec Colette Guillaumin en 1972, « *il s'agissait de penser des femmes, des hommes ainsi que des races ne préexistant pas aux rapports sociaux de domination parce que ceux-ci, en fait, les constituent.* » Déjà, depuis 1978, les études postcoloniales, les black studies et le concept d'intersectionnalité stimulaient les consciences. Mais, décidément, des élites européennes organisaient leur invisibilité.

Décidément, on ne veut pas savoir. La « race » a la peau dure. Et l'oreille et la mémoire des puissants-e-s demeurent sourdes aux voix héritières de ceux qu'ils ont asservis.

Dans le champ des sciences naturelles européennes, un mouvement intellectuel s'est enfin initié à la fin des années '60. Il a démontré que « la race » n'a aucun fondement génétique de discrimination. Il établit que les phénotypes et la mélanine ne sont pas des critères pertinents de différenciation d'hypothétiques sous-espèces humaines. Point. Après les lubies des idéologies raciales qui justifiaient la colonisation par la « Civilisation », la référence à « la race » n'est plus audible dans nos sociétés depuis les années 1980's.

LA « RACE » N'EXISTE PAS.

Sauf que si.

Des déclinaisons de « la race » perpétuent les effets de la racialisation jusqu'à aujourd'hui. La hiérarchie sociale et la distribution des rôles demeurent largement structurées par « la race ». Tandis qu'un proteste partout qu'on hait le racisme, les chaînes de valeur mondialisées et la distribution globalisée des richesses demeurent structurellement racistes. Des propagandistes ont recyclé le concept pour dissimuler sa perpétuation en dépit de sa vacuité génétique désormais prouvée. Iels y ont introduit d'autres variables et caractéristiques, iels ont utilisé d'autres mots et discours, iels ont progressivement fabriqué des avatars. Parfois pour échapper à la législation anti-discrimination, notamment en vigueur depuis 1981 en Belgique.

Conquérante de nos inconscients collectifs, une rhétorique du néo-racisme continue donc de se propager. On peut déplorer qu'elle se normalise aujourd'hui. Cette mue permet de perpétuer l'avantage social, le privilège, la domination par « la race ». Tout cela est abondamment décrit par des penseur-euse-s qui animent avec vigueur « la théorie critique de la race ». Il est sans aucun doute l'apanage des personnes qui se sentent racisées dans le regard de l'autre de savoir que « la race » existe. Bel et bien.

Aujourd'hui, en 2024. La « race » est le fantasme devenu le monstre réel, artificiel mais opérant dans les sociétés. Les militant-e-s antiracistes, antisexistes et décoloniaux sont assez formel-le-s sur la stratégie : puisque « la race », fruit pourri de l'imaginaire colonialiste, reste insidieusement l'outil performatif de domination, il est alors nécessaire de désigner clairement ce concept pour ce qu'il est. La « race » n'est donc pas morte avec les conclusions indubitables de la science positive. Elle n'a pas disparu non plus avec les manifestations gentillettes de solidarité et les lois antiracistes.

« Know your enemy ! », « Vois ma couleur ! ». Il faut identifier l'ennemi pour le confondre et combattre. Il faut donc la nommer cette « race », rendre visible ces « rapports sociaux de racisation »,

comme on dit parfois plus poliment. Nommer, faire exister, afin que nous puissions clairement la voir fonctionner et trier, souvent au travers de nous-mêmes. Ce concept idéologique produit des faits sociaux, très concrets, très violents sur des corps et des esprits des individus racisés. Jusqu'à les tuer. Il faut donc désigner et nommer l'assassin.

« LA RACE », TUEUSE SILENCIEUSE ?

Les mécanismes ? Le processus politique de racialisation, c'est-à-dire la production de hiérarchies sur la base du critère racial, se développe dans l'idéologie colonialiste dès le 17^{ème} siècle. Il s'agit de stigmatiser les personnes individuelles au départ de caractéristiques physiques, linguistiques, culturelles ou religieuses. Chaque personne qui partage quelque peu la différence stigmatisée est réduite à cette particularité. Elle est alors assignée à une catégorie d'humains, un groupe figé par l'artifice qui la réduit à cette seule caractéristique, une prétendue essence, le fantasme de sa plus pure vérité. Au mépris de son être et de son devenir, au prix de la négation de sa complexité et de toutes ses autres singularités. Cette détermination sociale totalisante est construite comme innée et immuable, comme transmise « par la nature » via la filiation au groupe catégorisé auquel la personne est assignée.

Ce n'est pas tout. Comme la poisse colle à la peau, un ensemble de préjugés sont progressivement amalgamés à ce groupe, par l'histoire, l'éducation, la science instrumentalisée, la propagande ou la rumeur ignorante. Ils sont véhiculés dans l'impensé collectif d'une société politique. Ils y deviennent ainsi de cruelles évidences considérées à leur tour comme naturelles. Ils fabriquent de l'« Autre », de l'être humain inférieur qu'il serait alors légitime de dominer.

Les effets sont terribles. Les groupes humains sont hiérarchisés par la théorie de la « race ». Des groupes se sont inventés puissants pour exercer du pouvoir sur d'autres groupes soumis à l'impuissance par la racialisation. Intériorisées et transmises, ces catégories deviennent le critère opérant de la distribution sociale des rôles et ressources. Cette racialisation permet le contrôle social. Elle permet de cibler et d'organiser la domination par la violence, qu'elle soit symbolique, institutionnalisée ou physique.

Cette production sociale qui classe, hiérarchise, détermine, discrimine n'est donc qu'une construction historique, un possible advenu par intérêts et rapports de force. Elle s'est installée durablement et profondément dans nos schémas mentaux. Elle détermine les personnes en fonction de cet habitus intégré socialement. Et tout cela glisse, se transmet de génération à génération entretenant le caractère raciste de nos organisations sociales.

La « race » est donc une menace sourde de rétorsion, qui ne se dit pas, qui pèse sur ceux qui prétendraient à l'égalité. Elle est aussi une contrainte sociale intégrée qui cherche à naturaliser les inégalités entretenues. Elle est la technologie sociale la plus efficace du maintien de l'ordre. Le racisme culturaliste et civilisationnel justifie jusqu'à la guerre dans les discours officiels. Un outil de meurtre. Tous les jours, des êtres humains sont assassinés parce que leur peau a la mémoire d'un autre soleil.

À celleux-là, « les racisé-e-s » selon Guillaumin déjà, allez dire seulement que « la race » n'existe pas.

Ce n'est pas une question individuelle, une conséquence simple de la xénophobie. Elle relève de la complexité systémique des sociétés historiques qui se confrontent, se percutent et se rencontrent dans un espace globalisé. Le questionnement est donc éminemment politique. Elle nous traverse toutes.

GEORGE, NAHEL, ADIL, TUÉS PAR « LA RACE » ?

Legal Team Antiraciste* : « *Nos rues crient ce que l'Institut Montaigne a, poliment, fait savoir en 2015 : « Mohammed a quatre fois moins de chances d'être recruté que Michel. » Nos rues crient ce qu'une enquête du Défenseur des droits a, courtoisement, démontré en 2017 : les jeunes hommes « perçus comme noirs ou arabes » ont « une probabilité 20 fois plus élevée que les autres d'être contrôlés » par la police. Nos rues crient ce que l'ONU vient, à bas bruit, de déclarer : il existe en France [ndlr : et en Belgique!] de « profonds problèmes de racisme et de discrimination parmi les forces de l'ordre » (...). Maintenant, tout le monde a vu. Maintenant, tout le monde sait. »*

JE KIFFE MA RACE !

Des collectifs contre le racisme ont éprouvé le besoin de conserver la pertinence de « la race » dans l'analyse du champ social. Ils réclament la notion et la subvertissent pour dénoncer la violence « raciste ». Un renversement du stigmate pour fonder une dignité de lutte. Ceux qui sont aujourd'hui conduits à l'utiliser, ce ne sont pas eux qui assignent à la race. Ce ne sont pas eux qui cherchent à biologiser, naturaliser, essentialiser les différences et l'altérité par la « race ». Ce ne sont pas eux qui cherchent à universaliser l'uniforme, le soi. Au contraire, en soulignant son caractère construit et reproduit, ils réaffirment la promesse de l'égalité au fondement des textes fondamentaux communs. Possible ? Et comment ! Le souvent joyeux podcast *Kiffe ta race* compte pas loin de 100 épisodes pour explorer la diversité des applications avec une kyrielle d'invité-e-s de Rokhaya Diallo et Grace Ly. Parfois inconfortable évidemment, c'est à l'aide d'une lame qu'on ouvre la blessure pour éviter la septicémie. Le fer du scalpel qui soigne ? A vous de voir.

« Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader. »

Aimé Césaire, Discours sur le colonialisme de 1950.

BLANC AU PAYS DES BLANCS ?

Iel ne se pose pas la question de savoir s'iel est blanc-he, le/la blanc-he au pays des « Blanc-he-s ». Nous sommes beaucoup d'antiracistes à ne pas questionner notre blancheur. C'est-à-dire qu'il nous appartient de ne pas penser notre couleur comme un déterminant social. Au-delà de la protestation d'une empathie possible et des idéaux d'égalité, nous ne vivons pas ce que les personnes qui se savent racisées disent vivre. La blancheur n'est pas la blancheur, elle ne saurait être réduite à un phénotype miroir. C'est un discours, conscient ou non, un rapport au monde et à l'autre qui s'est transmis et intériorisé et qui est devenue une modalité structurante du pouvoir. Très concrètement, au départ d'elle s'organise la distribution inégale des pouvoirs et ressources. Privilèges ? Se conformer à « la blancheur », c'est être fondu dans la norme et bénéficier de la norme. C'est n'être pas sommé à être le/la représentant-e d'un groupe et pouvoir être sa propre personne singulière sans se sentir assignée à une catégorie. C'est jouir des ses droits sans avoir à les réclamer. C'est éviter un paquet de micro-agressions. C'est bénéficier d'avantages très concrets dans la recherche d'un logement, d'un emploi, d'un service administratif. C'est partir avec des longueurs d'avance pour obtenir une fonction de pouvoir. Le choix de l'humanité oblige à trahir la blancheur.

QUAND LES CONSERVATEURS ACCUSENT LES RACISÉ-E-S DE RACIALISME...

Le format compétitif des débats médiatiques sacrifie souvent l'honnêteté intellectuelle. Bref, quand le combat est dur à l'écran, les journaux-produits ou les réseaux si peu sociables, les termes se radicalisent pour « puncher ». Les réactionnaires connaissent bien cette ficelle de délégitimation qui consiste à provoquer et pousser son adversaire à la faute. Une parole décontextualisée, une maladresse à l'écran, un ancien compagnon de lutte qui glisse pour de bon. De telle sorte qu'il ne reste plus qu'à lui assener le coup fatal. Par exemple, en l'accusant de monstruosité comme d'être antisémite ou homophobe, pourquoi pas anti-Blancs. Bam, uppercut ! Peur semée. Adversaire délégitimé. Face au rempart conservateur qui n'hésite pas à les taxer de « racistes racistes », des militant-e-s, qui se disent parfois « indigènes », ont subverti le stigmate pour en faire une fierté, un lieu symbolique et politique d'appartenance, une identité de lutte. A vrai dire, il est possible que nous ne soyons pas à l'aise avec le concept non plus. Les militant-e-s décoloniaux parlent de la *fragilité blanche*. En lisant ou en écoutant réellement, ce qui est accusé d'essentialisation ne nous semble pas l'être. Le refus de l'assimilation, l'affirmation de la singularité d'une identité particulière, l'acceptation de transcender une identité politique au départ souvent assignée, l'utopie d'un universel pluriel qui permette de vivre les singularités dans des espaces communs sont les traces d'une espérance à vivre pleinement et à transcender la violence.

BESOIN DE PLUS D'INFORMATIONS ?



Retrouvez ici la bibliographie et les notes, mais également des rouages complémentaires participant à cette domination.

DOMINER SA « RACE » ?

Anibal Quijano avait étudié si bien à quel point la colonialité, toute occidentale qu'elle est par les normes et les modes de pouvoir, s'était durablement immiscée dans les relations au sein même des sociétés racisées d'Amérique du Sud. Frantz Fanon avant lui avait averti de ce danger de la transmission du « régime bourgeois » via les développements coloniaux du capitalisme. Plusieurs gouvernements des Suds perpétuent la domination des humains et territoires qu'ils spolient au bénéfice de caciques. Ou encore, les inégalités socio-économiques qui s'insèrent structurellement au sein de groupes qui se reconnaissent comme raciaux ou identitaires, sans doute la victoire complète de l'idéologie individualiste ultra-libérale. Quand aussi l'appel à l'identité raciale singulière devient l'instrument du projet autoritaire et raciste d'un régime, le pire est à craindre, ce que rappelle terriblement le génocide au Rwanda de 1994. Faudrait donc pas nous la faire à l'envers ? Vrai, sans doute. Mais l'histoire de la « race » comme outil de classification a démarré d'ici, dans les métropoles européennes pour se globaliser par la corruption, la menace, la canonnière et la dette. Elle a aussi séduit et corrompu par la contrepartie d'avantages et privilèges. Cette vision du monde qui gangrène doit être détruite depuis sa source épistémologique.

FIRMIN MET GOBINEAU KO

Philosophe, avocat, diplomate haïtien du 19^{ème} siècle, Anténor Firmin publie en 1885 son livre, *De l'égalité des races humaines*. Il y conteste les arguments d'Arthur de Gobineau parus en 1853 dans *l'Essai sur l'inégalité des races*. Scandale ! Un Noir peut-il faire la leçon à un universitaire Blanc ? L'esprit de l'époque ne pouvait concevoir qu'un Noir pût prétendre à quelque autorité scientifique. En effet, l'épistémè du 19^{ème} siècle, c'est-à-dire la vision collective d'une société à un moment donné, s'était largement construite sur la base des théories racialistes de Gobineau. Firmin réfute par des arguments positifs les prétentions d'une anthropologie qui classe, essentialise et hiérarchise des individus au départ du mesurage des parties de leurs corps pour les enfermer dans un ordre raciste qui justifierait la domination. Son texte déjà décolonial n'a été traduit en français qu'en 2000 : cette traduction tardive fait enfin droit à son apport essentiel à l'anthropologie, une discipline qui apprend encore à se dégager de ses fondements euro-centrés.

Négligeons donc les tabous « blancs » qui nous atrophiaient l'intelligence pour écouter des voix humanistes qui questionnent et portent - radicalement ! - des idéaux de justice et de co-construction de cet avenir commun.

Ces voix nous disent massivement que pour le moment, ne pas nommer « la race » relève du déni. Si elle n'est définitivement pas une catégorie de la nature, la « race » n'en produit pas moins des effets dans le langage, les schémas mentaux, les pratiques et la réalité sociétale belge. Idéologie autoréalisatrice qui a fait souche, elle demeure performative de la réalité sociale. Longue déjà, désabusée parfois, la lutte ne saurait donc être naïve : elle nécessite de la radicalité éclairée pour contrer les obscurs extrémismes et déjouer la violence. Urgence : le projet racial prolifère ces jours-ci, de façon de plus en plus décomplexée.

Là aussi, il y a du travail : débusquer les classeur-euse-s et leurs intentions. Toutes ne sont probablement pas des néo-fascistes. Mais la peur de l'Autre est l'ingrédient qu'ils diffusent afin de capter l'attention des gens communs, les vrais qui comptent. Il est vrai qu'imaginer la fin de la domination, c'est imaginer aussi la perte du privilège, c'est donc concevoir de perdre du pouvoir et du matériel. C'est là qu'on peut bosser, tenir le lien avec les gens, la famille comme les voisin-e-s, au-delà des petites phrases qui tuent l'envie de lien. Bousculer nos inconscients collectifs avec chacun.e, là où

on habite et on vit. Ne pas le laisser accessible aux racistes invétéré.e.s mais pas non plus au racisme qui nous traverse banalement. Qui me traverse aveuglément. L'iceberg de nos psychismes nous contraint à ne pas travailler qu'en surface.

Culpabilité mortifère ? Non. Il s'agit d'assumer une part de responsabilité politique, de ma liberté de penser, qui n'existe que si je la pratique. La culpabilité vient du refus de savoir quand nous le pouvons. Nous ne serons libres qu'ensemble, si chaque être singulier l'est aussi.

Le domaine des idées et des mentalités paraît souvent imperceptible. C'est là pourtant la matrice de ce qui advient concrètement. Leonora Miano dans ses textes qui imaginent si souvent des voies critiques et non-violentes, propose cette nécessaire aventure collective de l'épistémè : « *comprendre un phénomène qui a fracturé le genre humain, la race et sa hiérarchisation, qui a permis au Blanc de laisser sa commune humanité pour dominer par déshumanisation de l'autre, et de voir comment trouver aujourd'hui de nouveaux territoires relationnels* ». Mais encore : « *Prédatrice, la colonisation s'est abattue sur des personnes. Depuis nous ne nous sommes plus quitté.e.s. Nous ne serons plus jamais séparé.e.s. Discutons tranquillement et inventons le désir de nouer des relations, créons un avenir commun. Faisons en sorte qu'il soit chouette.* » La dignité d'abord, puis, peut-être, la solidarité.

LA RACE, BÉTONNÉE DANS LA LOI ?

La Loi peut-elle être raciste ? Celle du maître d'esclave doit l'être nécessairement. Formidable instrument de justice, la Loi n'en représente pas moins la fixation d'un équilibre temporaire du rapport de forces politiques. En 1685, les esclavagistes et des racistes sont parvenus à cristalliser leurs visions injustes du monde dans la loi française. Le Code Noir rédigé par Colbert est édicté par Louis XIV. Il considère les « nègres », les « esclaves » comme des « biens meubles » entièrement soumis à « leurs maîtres ». Tout cela en invoquant l'idée de Dieu. La hiérarchie raciste est légalisée : les esclavagistes ont le droit de s'approprier la vie et le travail d'autrui. Les hors-la-Loi ? Ils pouvaient être tués. Ne laissons donc plus le racisme violer la loi.

OUVRIER DES POSSIBLES

Il faut que la race n'existe pas. Qu'elle n'existe plus. Détruire l'instrument qui totalise, essentialise, fige les personnes, déshumanise pour exclure et dominer. L'égalité deviendrait imaginable, c'est peut-être l'horizon utopique. En sortir, dépasser la race.

Il faut ? Plutôt, il faudrait. On peut rêver. Car pour mettre le mot au rayon des vieilles casseroles, il faudrait d'abord que l'idée qu'il cuisine soit effectivement dépassée. Détruire l'idée elle-même de classer et hiérarchiser les êtres humains au départ d'un quelconque trait partagé, sans faux-semblants.

Quel horizon politique alors, quel(s) chemin(s) emprunter ? Nous nous sommes égaré-e-s longtemps, « dégradés » par l'esprit colonial, selon les termes mêmes d'Aimé Césaire. Écoutons les personnes qui parmi nous se savent classées racisées, les militant-e-s décoloniaux et antiracistes, entendons leurs luttes. Leurs propositions sur la scène publique sont créatives, critiques, constructives. La chape de plomb qui les empêchait d'être entendue-s s'est fissurée depuis 2019. En dépit des sentinelles médiatiques. Les historiens congolais, belges, internationaux rappellent que la matière historique est disponible pour permettre de travailler les mémoires de façon plurielle, les fondements d'un avenir pensé commun.

Logiques de dominations

Dominations logiques ?

La CNAPD est une organisation du mouvement de la paix belge. Son équipe et ses associations membres maintiennent une réflexion constante sur la paix et les conditions de sa réalisation.

Or nous constatons que les conflits sont réglés par la violence dans la majorité des cas, aussi bien dans le cadre de nos relations interpersonnelles, où nous avons tendance à vouloir établir des rapports de domination et régler nos différends par la force plutôt que par la négociation, le dialogue ou la coopération, que dans le cadre des relations internationales, où les interventions militaires sont le plus souvent privilégiées comme outil de résolution des conflits, au détriment des moyens diplomatiques.

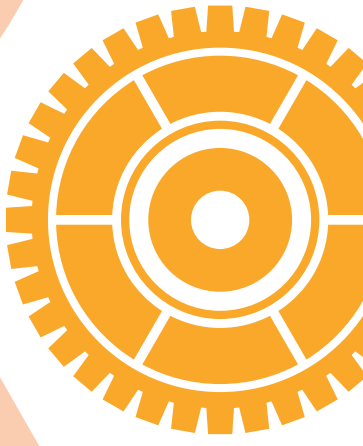
Si les violences physiques sont relativement faciles à objectiver par rapport aux violences structurelles ou symboliques et sont par conséquent fréquemment analysées et discutées, il nous est apparu que ces dernières, les violences structurelles et symboliques, imputables aux logiques de domination, étaient en revanche largement absentes des considérations pacifistes.

D'où cet outil, « Logiques de domination », dont l'objectif est de mettre en lumière les dominations sociologiques et les violences qu'elles engendrent en tant qu'obstacles au développement d'une culture de paix durable dans nos sociétés.

En vous souhaitant une lecture enrichissante,

L'équipe de la CNAPD

DOMINATION DE CLASSE



DOMINATION PATRIARCALE



DOMINATION DU NÉO-LIBÉRALISME



DOMINATION PAR LA RACE

DOMINATIONS & SÉCURITÉ

DOMINATION SUR L'ENVIRONNEMENT

PERFECTUS ?



Ce jeu de société vous embarque pour un voyage au cœur des rouages de la domination. Une aventure spatiale pour réinventer nos sociétés. Initiateur de réflexions et débats, « Bienvenue sur Perfectus » questionne les dynamiques qui génèrent violences et inégalités. L'objectif ? Élaborer ensemble une réflexion critique sur d'autres manières de faire société, de créer du lien et de construire ensemble une culture de paix.